

SEMINAIRE INTERNATIONAL

« INVESTIR DANS LA FORMATION DES PRODUCTEURS & PRODUCTRICES : C'EST CONSTRUIRE L'AVENIR ! »

Le Réseau FAR, la CEDEAO et le ROPPA - 3AO organisent les 01, 02 et 03 novembre 2021 à Saly, Sénégal, un séminaire intitulé *Investir dans la formation des producteurs & productrices : c'est construire l'avenir !*

Réunissant les acteurs de la formation agricole et rurale du secteur public (partenaires techniques et financiers multilatéraux, ministères, collectivités locales, centres de formation, enseignants, formateurs, etc.) et privé (ONG, organismes de formation, organisations professionnelles agricoles, programmes et projets de formation et/ou d'appui-conseil, etc.), le séminaire sera l'occasion de :

- Dresser un **historique** comparé des pratiques et des contenus des formations destinées aux producteurs & productrices au Sud ;
- Présenter des **expériences innovantes de formation dans le secteur agro-sylvo-pastoral & halieutique (ASPH)**, notamment en matière d'agroécologie ;
- Partager des **démarches et outils** permettant d'améliorer les pratiques de formation et leurs impacts.



Le séminaire s'intéresse aux **pratiques de formation des producteurs et productrices** en activité, représentant une variété de systèmes de production agricole et d'élevage. L'objectif est de mettre au jour la **diversité des approches**, d'un point de vue **outils & démarches** développés. Ces approches pourront s'inscrire dans des dispositifs variés, allant de la formation professionnelle continue, qu'elle soit diplômante ou non, à des processus de certification ou même à des dispositifs relevant davantage du conseil agricole. En effet, les systèmes d'appui-conseil et de vulgarisation agricole entrent dans le champ du séminaire au titre de leurs activités de renforcement des capacités des agriculteurs et agricultrices, qui dépassent les actions essentiellement centrées sur l'appui technique à la production. En revanche, les dispositifs de formation initiale et les dispositifs d'appui à l'insertion et/ou à l'installation ne seront pas spécifiquement abordés lors du séminaire. Les résultats chercheront à nourrir les réflexions du Réseau FAR quant aux complémentarités à rechercher entre formation initiale, formation continue et autres formes d'actions de renforcement de capacités.

Aussi, le séminaire cherche à représenter la **diversité des acteurs** porteurs de ces dispositifs de formation : institutions et organismes de formation publics et privés, organisations de producteurs, associations, dispositifs d'appui-conseil, ONG, collectivités locales, etc.

Réseau FAR – Réseau international Formation agricole et rurale

CEDEAO – Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest / ARAA – Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation / PAE – Programme Agroécologie

ROPPA – Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest

3AO – Alliance pour l'Agroécologie en Afrique de l'Ouest

PRATIQUES DE FORMATION CONTINUE DANS LE SECTEUR AGRO-SYLVO-PASTORAL & HALIEUTIQUE : ENJEUX ET PERSPECTIVES

Les **projections démographiques** en Afrique subsaharienne indiquent que le nombre de personnes vivant en milieu rural devrait continuer de croître de manière importante, pour atteindre 980 millions de personnes en 2050¹. Parmi cette population, les jeunes ruraux constituent une part importante : sur le continent, 2 personnes sur 3 ont moins de 25 ans². **Le secteur ASPH**, qui emploie environ 60% de la population active – et jusqu'à plus de 75% dans les pays sahéliens, constitue un secteur clé d'emplois et de développement du milieu rural.

Parallèlement, l'Afrique subsaharienne est confrontée à de grands défis pour son agriculture & plus largement pour le secteur ASPH, parmi lesquels l'accroissement de la productivité tout en préservant les sols et la biodiversité, la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous et la résilience climatique.

Les exploitations familiales, qui représentent 80% des emplois agricoles en milieu rural, peuvent répondre aux besoins en matière de création d'emplois et d'accès à des revenus décents, et doivent être au cœur des stratégies et programmes pour la transformation des systèmes agricoles et alimentaires. Les transitions à l'œuvre vers des systèmes durables et résilients nécessitent toutefois que les producteurs & productrices maîtrisent l'environnement au sein duquel ils exercent, développent leurs connaissances des techniques agricoles, d'élevage, de production halieutique et forestière et de gestion des exploitations et s'intègrent à part entière dans la vie économique et sociale de leur territoire. La mobilisation de toutes les connaissances, y compris les savoir-faire endogènes, est donc nécessaire.

Dans ce contexte, la **formation agricole et rurale**, articulée à des politiques publiques de développement local et agricoles ambitieuses, peut répondre à la demande des producteurs & productrices en activité, pour adapter certaines pratiques, ou en développer de nouvelles. Elle peut également contribuer à faciliter l'entrée sur le marché du travail des futures générations de producteurs & productrices et d'acteurs ruraux. Plus largement, la formation agricole et rurale contribue – directement ou indirectement - à l'accès à l'éducation et à la citoyenneté, à l'amélioration durable de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire, ainsi qu'à la résilience climatique par l'adaptation des pratiques agricoles.

Pourtant, dans les pays d'Afrique subsaharienne, le constat général est celui de **dispositifs de formations souvent inadaptés et qui ne touchent qu'un petit nombre de personnes**. Depuis l'avènement des politiques d'ajustement structurel à la fin des années 1980, la majorité des pays de ces régions ne dispose plus de politiques publiques de formation professionnelle agricole et rurale à la hauteur des enjeux du secteur, structurées et cohérentes. Le processus de rénovation des stratégies nationales de formation agricole et rurale (SNFAR) initié à partir des années 2000 sous l'impulsion de la Banque mondiale a contribué à relancer un regain d'intérêt et une dynamique de rénovation des systèmes de formation agricole et rurale. Sur le plan opérationnel, il s'est traduit par un engagement de certains États et de leurs partenaires au niveau national et à l'international pour le développement de programmes et projets de formation agricole et rurale³. Ces programmes ont ciblé, pour la plupart, les jeunes en phase d'installation, et dans une moindre mesure les producteurs et productrices en activité. En effet, certains programmes ont intégré des actions de formation continue des producteurs, mais ces dispositifs n'ont souvent pas été suffisamment ancrés dans les territoires et dans la durée. Ces derniers ont donc parfois été marginalisés par faute de ressources et n'ont pu renforcer leur expertise. Par ailleurs, des initiatives de renforcement de capacités ont également été mises en œuvre, avec leurs limites, notamment dans le cadre de dispositifs d'appui-conseil.

Face aux enjeux climatiques, environnementaux et de sécurité alimentaire qui se posent avec de plus en plus d'acuité en Afrique Subsaharienne, différentes initiatives régionales ont vu le jour pour contribuer à relever les défis majeurs du secteur ASPH en renforçant la résilience des exploitations familiales. Le Cadre d'intervention pour le développement d'une agriculture intelligente face au climat, mis en œuvre par l'Alliance Ouest-Africaine, a été adopté en 2015 par

¹ B. Losch, La croissance durable de la population rurale et le défi de l'emploi, Une Afrique rurale en mouvement, dynamiques et facteurs des migrations au sud du Sahara, FAO, CIRAD, p.20

² En 2020, 20 millions de nouveaux jeunes actifs intègrent chaque année le marché du travail, les projections démographiques indiquent que ce chiffre passera à 30 millions en 2030. *Ibid*

³ Parmi lesquels le programme AFOP au Cameroun, Formaprod à Madagascar, le projet Education-formation en Côte d'Ivoire, etc.

l'ensemble des acteurs ouest-africains. De plus, le Programme Agroécologie (PAE) mis en place dans le cadre de la politique agricole de la CEDEAO allie transition agroécologique et formation agricole et rurale.

Ces actions visent à soutenir la montée des organisations de producteurs et productrices et de la société civile, représentées notamment par le ROPPA, et promouvant des pratiques agroécologiques et d'agriculture intelligente face au climat en Afrique de l'Ouest. Elles ciblent la diversité des organisations & acteurs du secteur agricole, de l'élevage, halieutique et forestier : organisations paysannes, ONG, société civile, structures privées, centres de formation agricole, organismes de vulgarisation et d'appui-conseil, jeunes entrepreneurs agricoles, etc., et enfin producteurs et productrices en activité.

Dans le cadre du programme PAE, et à partir des préoccupations et projets des producteurs et productrices, le renforcement de capacités peut concerner différentes thématiques liées aux évolutions agroécologiques des systèmes de production, tant en matière de gestion des exploitations que de maîtrise des itinéraires techniques pour une meilleure gestion de la biodiversité, des eaux et des sols. Dans cette optique, la capitalisation des expériences de formation permettrait d'identifier les conditions favorables à la diffusion et à l'appropriation de ces pratiques agricoles à grande échelle et à l'intégration des producteurs et productrices dans leur environnement socio-économique et politique.

En co-organisant ce séminaire international, le Réseau FAR, la CEDEAO et le ROPPA favorisent le partage d'expériences et d'innovations autour de la formation continue des agriculteurs et agricultrices en Afrique sub-saharienne. L'ambition est **d'identifier les facteurs clés et conditions du développement d'une offre de formation adressée aux producteurs & productrices, adaptée à leur demande, qui impacte le plus grand nombre et s'inscrit dans la durée et les enjeux de transition du secteur**. Ces éléments permettront d'ébaucher des perspectives d'évolution des pratiques et de collaboration entre les différentes institutions organisatrices.

Un travail de capitalisation mené par l'IRAM, piloté par le Réseau FAR et publié en 2021 a permis de mettre en lumière des expériences de formation continue dans différents contextes, et, à travers l'analyse de ses expériences, d'identifier les leviers d'action pour le développement d'une offre de formation qualitative, quantitative et durable. Ce séminaire élargit le champ de l'étude en incluant l'ensemble des activités de renforcement de capacités menées par différents acteurs et à travers différents dispositifs, incluant l'appui-conseil.

L'analyse proposée dans le travail de capitalisation et les discussions menées en partenariat entre les organisateurs du séminaire ont abouti à l'identification de 3 angles d'analyse des pratiques de formation à savoir :

- ➔ Comment est construite la demande en formation continue / renforcement de capacités des agriculteurs et agricultrices ? Comment sont identifiés les besoins de renforcement de capacités ? Comment construire des offres de formation en adéquation avec la demande des producteurs et productrices et articulées avec les politiques nationales et régionales ?
- ➔ Comment sont financés les dispositifs de formation destinée aux agriculteurs et agricultrices ? Comment sont dimensionnés et conçus les dispositifs au regard des ressources disponibles et de la pérennité des systèmes ?
- ➔ Comment renforcer les capacités des agriculteurs et agricultrices en matière d'agroécologie ? Quelles nouvelles approches pédagogiques cela implique-t-il ? Quelle prise en compte de l'agroécologie dans la construction de la demande et de l'offre de formation ? Quelle prise de conscience de l'importance de ces démarches et quelle valorisation des savoir-faire locaux ?

Ces trois éclairages devront par ailleurs être analysés au regard de l'implication des agriculteurs et agricultrices dans l'émergence, la mise en œuvre et la gouvernance des processus, ainsi que de la prise en compte de la diversité de profils des bénéficiaires, incluant la dimension genre.